

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 27 mai 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2024

Partie nominative

KOLB FORGES ET ATELIERS DE WASSELONNE

BP 7
67310 BRECHLINGEN

Affaire suivie par : Jeremie HEINTZ
Téléphone : 03 88 13 08 69
Courriel : jeremie.heintz@developpement-durable.gouv.fr
Références : 0006700715 JH/AR

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 08/02/2024 de l'établissement KOLB FORGES ET ATELIERS DE WASSELONNE implanté 9 route de Strasbourg - BP 7 - 67310 Wasselonne. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Jérémie HEINTZ, Unité départementale du Bas-Rhin, Equipe Sud, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Cécile Lemoing - EPF Alsace,
- Benoit Gaugler - EPF Alsace,
- Quentin Grojean EPF Alsace.

Rédacteur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Jérémie HEINTZ	Le Chef du Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT Par délégation

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 08/02/2024 de l'établissement KOLB FORGES ET ATELIERS DE WASSELONNE implanté implanté 9 route de Strasbourg - BP 7 - 67310 Wasselonne., les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 26/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KOLB FORGES ET ATELIERS DE WASSELONNE

BP 7
67310 BRECHLINGEN

Références : 0006700715 JH/AR

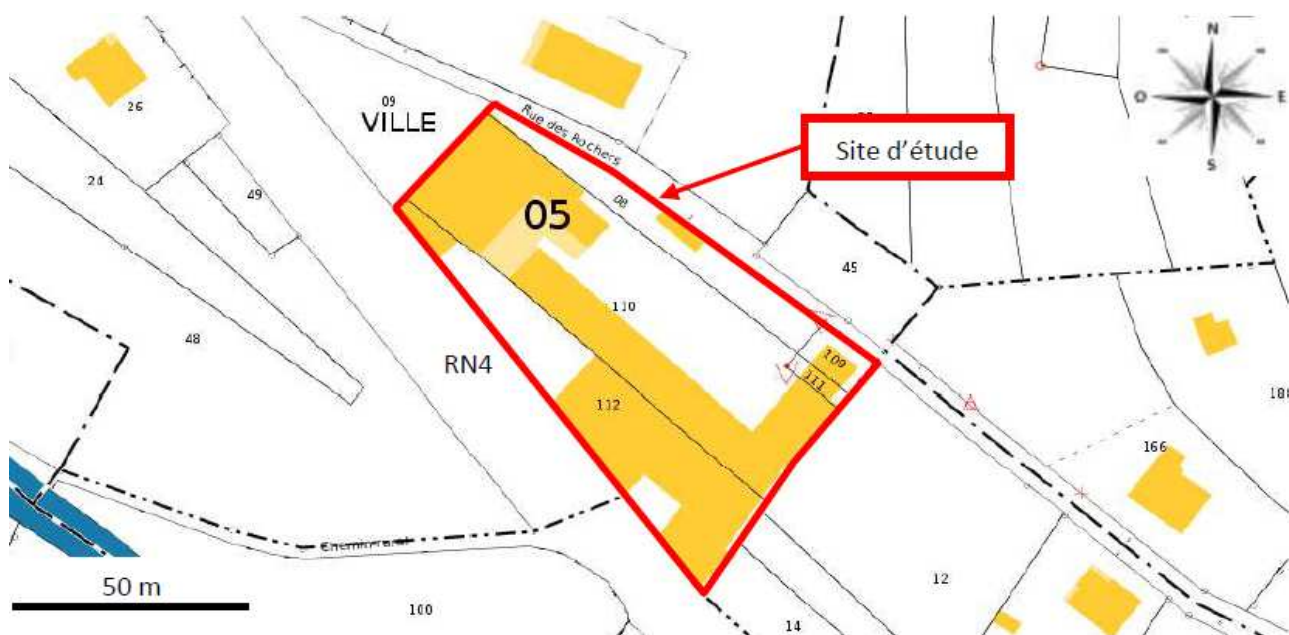
1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2024 dans l'établissement KOLB FORGES ET ATELIERS DE WASSELONNE implanté 9 route de Strasbourg - BP 7 - 67310 Wasselonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KOLB FORGES ET ATELIERS DE WASSELONNE
- 9 RTE DE STRASBOURG BP 7 67310 Wasselonne
- Code AIOT : 0006700715
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Kolb Forges et Ateliers a exploité depuis les années 1920 des ateliers de transformation et de préparation de métaux et alliages à Wasselonne (67310). Elle exerçait au bénéfice du droit d'antériorité, des activités relevant du régime de l'autorisation préfectorale, visées aux rubriques N°2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces) et N°2567 (galvanisation, étamage de métaux). La société a été déclarée en liquidation judiciaire le 30 mars 1999 avec l'arrêt des activités fixé par le tribunal au 31 mai 1999. Depuis, la société Kolb Forges a été placée entre les mains de Me Gall-Heng, liquidateur judiciaire.



2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R 512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité a été constatée.

Le liquidateur judiciaire, propriétaire du site, a proposé un usage futur de type industriel par son courrier du 24 janvier 2024 à la mairie de Wasselonne. Elle y a répondu favorablement par courrier du 30 janvier 2024. L'usage futur retenu est de type industriel.

La liquidation ne dispose plus des fonds disponibles nécessaires à la dépollution du site.

Différentes études ont été menées entre 2008 et 2020. Ces études ont permis d'élaborer un plan de gestion en 2021 puis à une évaluation des risques sanitaires en 2024.

L'étude « EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES SELON ETAT ACTUEL DU SITE » du 6 février 2024 conclut au respect des seuils de risques considérés comme acceptables par la réglementation en vigueur pour l'usage du site dans son état actuel (présence d'employés à temps plein dans les grandes halles non étanches), sans travaux de remise en état. Le site est compatible avec un usage industriel.

Dans le cadre des futurs travaux de réhabilitation de la friche KOLB portés par Établissement Public Foncier d'Alsace (EPFA), les sources de pollution concentrée feront bien l'objet d'un traitement, tel que décrit dans le rapport de Plan de Gestion 8514709_R2V2 DU 04 mars 2021.

L'inspection propose de sortir du régime des installations classées l'établissement KOLB et ainsi permettre à l'EPFA d'acquérir l'emprise foncière du site et procéder à sa réhabilitation. Le site relèvera dès lors de la police du maire.

L'inspection propose d'élaborer un secteur d'information des sols.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, notification et mise en sécurité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

<p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est clôturé et a fait l'objet de travaux de mise en sécurité et évacuation des déchets dangereux (vidange et évacuation des bacs de traitement de surface, vidange/nettoyage/dégazage des cuves, élimination des déchets...) sous pilotage du liquidateur en 2013. Le site ne comporte plus de déchets et de produits liés à l'activité. L'interdiction d'accès est en place.</p> <p>Par ailleurs, le site a fait l'objet d'une intervention ADEME en contexte de sites à des responsables défaillants afin de réaliser la mise en sécurité du site qui a donné lieu à un compte-rendu d'intervention terminée (CRIT) en 2013. L'ADEME a également réalisé une interprétation des milieux qui a été complétée par d'autres études réalisées par l'Établissement Public Foncier d'Alsace (EPFA). Ces dernières études mettent en évidence un impact hors-site notamment en période de hautes eaux. Les diagnostics réalisés ont permis de disposer d'un état des lieux des pollutions, de proposer un plan de gestion et de réaliser une évaluation des risques sanitaires.</p> <p>La mise en sécurité du site est effective.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, consultation sur l'usage futur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle</p>

<p>incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le liquidateur judiciaire, propriétaire du site, a proposé un usage futur de type industriel par son courrier du 24 janvier 2024 à la mairie de Wasselonne. Elle y a répondu favorablement par courrier du 30 janvier 2024. L'usage futur est de type industriel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R 512-39-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, compatibilité avec l'usage futur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p> <p>III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du</p>

terrain.
<p>Constats :</p> <p>L'étude « EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES SELON ÉTAT ACTUEL DU SITE » du 6 février 2024 a étudié la compatibilité du site avec un usage industriel avec le site en état (recouvrement du site et bâtiments). Elle reprend les analyses des études précédentes avec les investigations dans les différents milieux :</p> <p><u>dans les sols, avec des impacts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - en hydrocarbures au droit de l'ancienne salles des machines et de la salle de galvanisation, et dans une moindre mesure au droit des cuves semi-enterrées de fioul. L'analyse maximum mesurée sur le site en hydrocarbures C10-C40 était de 7040 mg/kg en 2022 ; - en métaux lourds et essentiellement en zinc. Des teneurs sont retrouvées en de nombreux secteurs du site. Les concentrations maximums trouvées en 2013 sont de 31 100 mg/kg pour le zinc, 94,5 mg/kg pour l'arsenic, 403 mg/kg pour le plomb, 3,78 mg/kg pour le mercure. <p><u>dans les eaux souterraines :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de flottant en bordure sud-ouest du site ; - un impact modéré en hydrocarbure à l'aval proche hors site, celui-ci étant relativement limité. <p><u>dans les gaz des sols (mesures en février et juillet 2020) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - des valeurs en tétrachloroéthylène (max 0,058 mg/m³) pour 3 ouvrages sur 6 ; - une valeur en chloroforme sur un ouvrage pour la campagne de juillet (0,025 mg/m³) ; - une valeur en 1,1,2 trichloroéthane sur un ouvrage pour la campagne de juillet (23,3 mg/m³) ; - une valeur en 1,2 dibromoéthane sur un ouvrage pour la campagne de juillet (0,18 mg/m³) ; - des valeurs en benzène (max 7,77 mg/m³) pour 3 ouvrages sur 6 en juillet et 4 sur 6 en février ; - des valeurs en éthylbenzène (max 12,06 mg/m³) pour 6 ouvrages sur 6 en juillet et 6 sur 6 en février ; - des valeurs en toluène (max 13,35 mg/m³) sur tous les ouvrages ; - des valeurs en xylènes (max 43,64 mg/m³) sur tous les ouvrages ; - des valeurs en HC aliphatiques C5-C6 (max 8746 mg/m³) pour 1 ouvrage sur 6 en juillet et 3 sur 6 en février ; - des valeurs en HC aliphatiques C6-C8 (max 825,95 mg/m³) pour 2 ouvrages sur 6 en juillet et 5 sur 6 en février ; - des valeurs en HC aliphatiques C8-C10 (max 1 003,14 mg/m³) pour 3 ouvrages sur 6 en juillet et 5 sur 6 en février ; - des valeurs en HC aliphatiques C10-C12 (max 47,38 mg/m³) pour 4 ouvrages sur 6 en juillet et 6 sur 6 en février ; - des valeurs en HC aromatiques C8-C10 (max 114,08 mg/m³) pour 5 ouvrages sur 6 en juillet et 6 sur 6 en février ; - des valeurs en HC aromatiques C10-C12 (max 23,92 mg/m³) pour 0 ouvrage sur 6 en juillet et 3 sur 6 en février ; - des valeurs en HC aromatiques C12-C16 (max 0,10 mg/m³) pour 0 ouvrage sur 6 en juillet et 1 sur 6 en février ; <p>Le schéma conceptuel de l'étude prend en compte le scénario inhalation pour des adultes. Cette évaluation conclut au respect des seuils de risques considérés comme acceptables par la réglementation en vigueur pour l'usage du site dans son état actuel (présence d'employés à temps plein dans les grandes halles non étanches), sans travaux de remise en état.</p> <p>Le site est compatible avec un usage industriel.</p> <p>Il est par ailleurs indiqué dans le rapport que, dans le cadre des futurs travaux de réhabilitation de la friche KOLB portés par l'EPFA, les sources de pollution concentrée feront bien l'objet d'un traitement, tel que décrit dans le rapport de Plan de Gestion 8514709_R2V2 DU 04 mars 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite